

Chère Camarade, Cher Camarade,

Le **Comité européen des régions(CdR)** est l'assemblée des élus locaux et régionaux de l'Union européenne (UE), qui permet aux autorités infranationales (c'est-à-dire les régions, comtés, provinces, communes et villes) de faire entendre directement leur voix au sein du cadre institutionnel de l'UE. Grâce à nos conseils sur les actes législatifs et les résolutions, nous défendons les intérêts des collectivités locales et régionales.

Nous sommes votre voix au sein de l'Union.

Le groupe PSE au CdR se compose de **95 membres (sur 329)** et représente des dirigeants socialistes, sociaux-démocrates et progressistes. Avec nos partenaires du groupe S&D et du Parti socialiste européen (PSE), nous sommes attachés à une Europe qui bénéficie à tous ses citoyens et qui ne laisse aucune région de côté.

Le monde évolue rapidement et l'influence de l'Europe est menacée, en raison non seulement de forces extérieures, mais aussi de faiblesses qu'elle s'impose à elle-même. **L'adoption du cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034 est un moment décisif.** Ce cadre propose les dotations budgétaires en faveur des actions de l'UE pour la période 2028-2034.

La proposition actuelle de la Commission n'est pas à la hauteur du défi. L'allocation de fonds au moyen de plans nationaux renforce la fragmentation de l'«Europe des nations» au lieu de favoriser une Europe fédérale forte. Les collectivités locales et régionales sont mises à l'écart, leur rôle n'étant plus garanti dans la prise de décision ou la dotation budgétaire. La politique de cohésion est menacée, sans certitude de financement spécifique pour toutes les régions, ce qui risque de creuser les inégalités et d'entraîner l'abandon du principe de solidarité.

C'est pourquoi nous avons produit une fiche qui vous permettra de faire part des préoccupations des collectivités locales et régionales aux dirigeants des partis nationaux et régionaux de votre pays afin de les sensibiliser aux enjeux à l'œuvre. Il est essentiel de prendre position pour «davantage d'Europe», en allant au-delà de la mosaïque des intérêts nationaux, de **défendre le rôle des régions, des villes et des communes dans la gouvernance de l'UE** et de garantir, à tous les territoires, un financement équitable qui soit fondé sur leurs besoins. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons garantir la solidarité, la subsidiarité et la cohésion pour toutes les régions.

C'est maintenant qu'il faut agir. 2026 est l'année des négociations. La Commission doit changer de cap, et votre leadership est essentiel pour y parvenir.

Veuillez agréer, Chère Camarade, Cher Camarade, l'expression de ma haute considération.



**Luca MENESINI**  
Président du groupe PSE  
au Comité européen des régions

Prochain cadre financier pluriannuel (CFP):  
**DÉFENDRE NOTRE EUROPE**  
**EN DÉFENDANT NOS RÉGIONS ET NOS VILLES**

**Qu'est-ce que le cadre financier pluriannuel (CFP)?**

Le **cadre financier pluriannuel (CFP)** est le plan budgétaire à long terme de l'Union. Il couvre sept ans et définit le montant que l'UE peut dépenser chaque année dans des domaines clés tels que l'agriculture, le développement régional ou les politiques sociales. Proposé par la Commission européenne, il est approuvé à l'unanimité par le Conseil européen avec l'approbation (oui ou non) du Parlement européen.

---

**Le 16 juillet 2025, la Commission européenne a proposé un nouveau CFP pour la période 2028-2034.**

---

Cette proposition présente des lacunes majeures qui pourraient nuire à l'avenir de l'Union.

**Pourquoi est-ce important?**

Le CFP détermine le montant des fonds de l'UE et la manière dont ils sont dépensés. Il a une incidence sur:

 Qui paye	 Qui en bénéficie	 Ce qui est financé
Le CFP a une incidence sur la contribution de chaque pays au budget de l'UE.	Il a également une incidence sur les montants qui reviennent aux pays, aux régions et aux villes.	Enfin, il a une incidence sur le montant des fonds disponibles pour les projets locaux, les infrastructures et les services publics.

**En bref:** le CFP façonne l'avenir de l'Europe et a des répercussions directes sur votre collectivité.

**Quel est l'enjeu?**

Au titre des propositions de la Commission européenne, il y aura **MOINS** d'argent, dont les montants seront en outre **MOINS** prévisibles et l'accès **PLUS DIFFICILE**, avec une concurrence entre les fonds de cohésion, les fonds de la politique agricole commune, les fonds sociaux européens, etc.

---

***Il se peut que votre région ou ville reçoive moins d'argent de la part de l'Union et que le montant ne soit pas garanti.***

---

- **Les régions, les villes et les communes perdront de l'influence,**  
les décisions étant centralisées à Bruxelles et dans les capitales nationales.
- **Les fonds de l'UE seront liés à des réformes controversées,**  
entraînant un risque de coupes dans les budgets en faveur des services publics et de la démocratie locale.
- **Il s'agira d'une austérité déguisée,**  
avec des réductions de budget dans les domaines de la cohésion, du logement et des programmes sociaux, alors que ceux-ci sont plus nécessaires que jamais.
- **Toutes les régions ne peuvent pas bénéficier d'un financement,**  
ce qui creuse les inégalités et laisse certaines collectivités pour compte.

Il s'agit d'**un pas en arrière** pour une Europe unie. À l'heure où l'Union devrait être plus forte, cette proposition **risque de créer une «Europe des nations»** plutôt qu'une Europe pour tous.

---

**C'est pourquoi le prochain CFP est une bataille pour préserver l'âme de l'Europe. Il s'agit de choisir entre une Europe au service de tous et une Europe qui n'œuvre que pour quelques-uns.**

---

## Qu'exigeons-nous?

Nous appelons de nos vœux un CFP équitable, démocratique et cohérent qui:

- 1. Maintient le budget à un niveau élevé,**  
équivalent au budget actuel, y compris un plan de relance après la pandémie (ou 1,38 % du RNB de l'UE).
- 2. Annule les réductions**  
des budgets alloués à la cohésion, aux politiques sociales et à l'agriculture.
- 3. Donne véritablement voix au chapitre aux régions, aux villes et aux communes:**  
un rôle juridiquement contraignant dans le CFP, avec des programmes régionaux et une gestion partagée.
- 4. Garantit la cohésion pour toutes les régions,**  
avec des budgets spécifiques pour chacune d'elles.
- 5. Protège nos zones rurales:**  
absence de coupes budgétaires pour les instruments de développement rural tels que le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et Leader.
- 6. Soutient les écosystèmes régionaux de l'innovation:**  
une approche ascendante de la compétitivité, adaptée aux besoins régionaux.
- 7. Finance l'inclusion et pas seulement la sécurité:**  
les villes doivent jouer un rôle moteur en matière de migration, d'intégration et de sécurité humaine.

## Que faire?

Le temps presse. Le CFP définira les priorités de l'Europe pour la prochaine décennie. En tant que dirigeants locaux et régionaux, **votre voix compte**:

 <b>Faites pression sur votre gouvernement national</b>	 <b>Exigez une vérification à l'épreuve de la réalité</b>	 <b>Mobilisez vos réseaux</b>
Faites pression sur votre gouvernement national pour qu'il modifie radicalement la proposition actuelle de CFP et réclame une autre solution équitable, démocratique et cohérente.	Plaidez en faveur d'une vérification à l'épreuve de la réalité pour exposer les mesures irréalistes de la Commission et les retirer.	Partagez cette fiche, organisez des actions nationales et influencez la position de votre État membre.

**Vous avez le pouvoir d'influencer la position de votre gouvernement national et de votre parti national**, en particulier au sein de vos associations locales et régionales.